LILONGWE , 26 jan (IPS) - Elle a fait réduire son salaire personnel, promis des réformes, relancé les flux d'aide des donateurs occidentaux au profit du Malawi, et mis en vente le jet privé de son prédécesseur. La présidente du Malawi, Joyce Banda, semble être en train de prendre toutes les bonnes décisions pour gagner les cœurs et les esprits des quelque 14 millions d'habitants de cette nation pauvre d'Afrique australe.

Avec plus de 65 pour cent de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, 1,4 million d'enfants impliqués dans le travail des enfants et 74 pour cent de la population du pays vivant avec moins de 1,25 dollar par jour, le Malawi a désespérément besoin de changement, et Banda en est la face depuis près d'un an.

Misant sur une vague de soutien populaire, la présidente est arrivée au pouvoir en avril 2012 après le décès subit de son prédécesseur versatile, Bingu wa Mutharika; mais cette popularité s'érode vite puisqu'elle met en œuvre des politiques d'austérité douloureuses pour redresser une économie qui stagne.

Ce pays dépendant de l'aide vacillait sous feu Mutharika, dont les querelles avec les donateurs internationaux avaient conduit à un gel des principales mesures d'aide s'élevant à environ 500 millions de dollars.

Cette réduction de l'aide, qui a traditionnellement représenté 40 pour cent du budget du pays, a coïncidé avec une baisse constante des ventes de tabac, le principal produit d'exportation du Malawi, qui ont chuté de plus de 50 pour cent depuis 2010.

Afin de sortir l'économie de son marasme, Banda a entrepris une série de réformes, dont quelques-unes ont été saluées par la population locale.

Peut-être son plus gros pari a été de cultiver des liens plus étroits avec des institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI), dont les lourds plans d'austérité ont été vivement critiqués récemment dans des pays comme la Grèce, l'Irlande et l'Espagne.

En effet, des experts dans le pays estiment que la visite de haut niveau, au début du mois, de la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, a peut-être fait plus de mal que de bien à la popularité décroissante de Banda.

Déjà, la présidente a capitulé devant des réformes impopulaires exigées par le FMI et d'autres donateurs occidentaux dont dépend fortement le Malawi, telles que la dévaluation de la monnaie de 49 pour cent, la hausse des prix du pétrole à trois reprises sous sa présidence et la suppression des subventions pour passer à un mécanisme d'ajustement automatique des prix du carburant.

Ces réformes ont eu des effets d'entraînement dévastateurs sur les pauvres du pays, affectant des gens comme Shadreck Kumwembe, un enseignant du primaire qui gagne moins d'un

dollar par jour.

"Mon revenu réel a diminué de moitié au cours des derniers mois en raison de la dévaluation; et pourtant, les prix des aliments ne font que monter, je ne peux pas me permettre d'acheter tout", a déclaré Kumwembe à IPS, qui a également révélé qu'il n'a pas reçu son salaire auprès du gouvernement au cours des trois derniers mois.

Les prix des produits de base se sont envolés et ont poussé l'inflation à 33,3 pour cent en décembre - beaucoup plus élevée que les prévisions de l'ordre de 18 pour cent faites par le gouvernement pour 2012.

Les dernières données du 'Centre for Social Concern' (Centre des préoccupations sociales), un institut local de recherche focalisé sur le coût de la vie dans les régions urbaines du Malawi, a montré que depuis que Banda a pris le pouvoir, une famille de six personnes a maintenant besoin en moyenne de 200 dollars par mois pour répondre aux besoins alimentaires de base – une mauvaise nouvelle dans un pays où le salaire minimum mensuel est d'environ 20 dollars.

Le 17 janvier, juste quelques jours après la visite de Lagarde, des milliers de Malawites sont pacifiquement descendus dans les rues dans toutes les trois grandes villes du pays pour les premières grandes manifestations sous Banda, contre ce qu'ils ont qualifié de "mauvaises recommandations économiques du FMI".

"J'impute tous ces prix élevés et ces pertes d'emplois que nous connaissons aux politiques du FMI. L'insistance de Lagarde que le Malawi continue sur cette voie souligne comment le FMI est déconnecté de la réalité", a déclaré James Chivunde, un fonctionnaire qui a rejoint les manifestations.

"Le président défunt Mutharika avait refusé de les (le FMI) écouter pour dévaluer le kwacha (la monnaie locale) parce qu'il savait exactement comment cela allait nous affecter", a expliqué à IPS, Lloyd Phiri, un autre manifestant.

Selon John Kapito, le directeur de l'organisation de défense des droits appelée Association des consommateurs du Malawi, Banda a "transféré le pouvoir" au FMI et à la Banque mondiale.

"Comme beaucoup de dirigeants de pays pauvres, le problème avec Joyce Banda est qu'elle ne pense pas à elle-même. Elle écoute tout ce que le FMI et la Banque mondiale lui disent. Elle (a accepté) de dévaluer le kwacha, accepté de supprimer les subventions sur le carburant sans tenir compte de l'impact de ces décisions sur les pauvres", a déclaré Kapito, qui a aidé à l'organisation des dernières manifestations.

Pendant ce temps, le FMI insiste que la seule voie de sortie du cycle de pauvreté pour le Malawi est de continuer à se conformer aux prescriptions du fonds. Les investisseurs retourneront et nous sommes confiants que la croissance reprendra, avait affirmé Lagarde pendant son séjour. (FIN/2013)